

Annexe D
Information sur les frais externes

DIRECTION GÉNÉRALE DES PRODUITS DE SANTÉ ET DES ALIMENTS

Nom de l'activité d'imposition de frais	Type de frais	Pouvoir d'établissement des frais (par exemple prévu par une loi, un règlement)	Recettes réelles en 2002-2003 (en milliers de dollars)	Consultation et analyse	Norme de service	Résultats sur le rendement
Règlement sur les certificats d'exportation de drogues	Autres biens et services (A) - volontaire	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> Articles 19 et paragraphe 19,1	131 \$	L'analyse interne des programmes et frais de la DGPSA sont continus. Le travail avec les intervenants est continu à l'aide de divers mécanismes y compris des réunions d'association, l'utilisation active de l'Internet et des groupes de travail sur des sujets précis.	L'information sur les normes d'objectif de rendement peut être trouvée à: http://www.hc-sc.gc.ca/hpfb-dgpsa/tpd-dpt/management_drug_guidance_f.html	L'information sur les résultats sur le rendement peut être trouvée à: http://www.hc-sc.gc.ca/hpfb-dgpsa/tpd-dpt/index_drugs_reports_quarterly_f.html
Frais à payer pour avoir le droit de vendre un médicament	Droit et privilège (D et P)	<i>Loi sur le ministère de la Santé</i> , articles 6 à 8.	7 275			
Frais à payer pour l'évaluation de la présentation d'un médicament nouveau	Service réglementaire (R)		15 032	Dans le cadre de l'initiative de recouvrement des coûts 2, le travail sur un modèle financier a commencé (coûts, droits et répartition des recettes) pour les activités de réglementation liées aux produits thérapeutiques fin - prévue en 2003-2004.		
Fiches maîtresses des médicaments	Autres biens et services (A) - volontaire		95	L'information peut être trouvée à: http://www.hc-sc.gc.ca/hpfb-dgpsa/tpd-dpt/cr_action_plan_f.html		

Annexe D
Information sur les frais externes

DIRECTION GÉNÉRALE DES PRODUITS DE SANTÉ ET DES ALIMENTS

Nom de l'activité d'imposition de frais	Type de frais	Pouvoir d'établissement des frais (par exemple prévu par une loi, un règlement)	Recettes réelles en 2002-2003 (en milliers de dollars)	Consultation et analyse	Norme de service	Résultats sur le rendement
Frais à payer pour l'agrément d'un établissement pharmaceutiques	(D et P)		5 141 \$		Les objectifs intermédiaires des normes de rendement en matière d'instruments médicaux peuvent être trouvés à : http://www.hc-sc.gc.ca/hpfb-dgpsa/tpd-dpt/mdlappl-pol_final_f.html	
Frais à payer pour l'examen d'une demande d'homologation de matériel médical	(R)		3 667			
Frais à payer pour avoir le droit de vendre du matériel médical homologué	(D et P)		1 204			
Frais à payer pour l'agrément d'établissement - matériel médical	(D et P)		1 771			
Frais à payer pour l'évaluation des drogues vétérinaires	(R)		640			

Gabarit de rapport pour l'information concernant l'imposition de frais d'utilisation externe

SANTÉ ENVIRONNEMENTALE ET SÉCURITÉ DES CONSOMMATEURS

Nom de l'activité d'imposition de frais	Type de frais	Pouvoir d'établissement des frais (par exemple prévu par une loi, un règlement)	Recettes réelles en 2002-2003 (en milliers de dollars)	Consultation et analyse	Norme de service	Résultats sur le rendement
Services nationaux de dosimétrie (SND)	(D et P)	<p><i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> Articles 19 et paragraphe 19(1)</p> <p><i>Règlement sur les droits des services de dosimétrie,</i> article 2</p>	2 474 \$	<p>Le SND a développé un plan d'affaires et prépare une présentation au Conseil du Trésor afin d'ajuster ses coûts pour la première fois depuis 1994.</p> <p>La consultation avec les clients a eu lieu.</p>	<p>Dosimètres entrants enregistrés et vérifiés dans un délai de 48 heures;</p> <p>Rapports d'exposition expédiés dans un délai de 24 heures;</p> <p>Dosimètres envoyés par la poste dans 10 jours fonctionnant de la période d'usage;</p> <p>Appel de message retour dans un délai de 24 heures;</p> <p>L'information mise à jour de comptes dans un délai de 48 heures.</p>	<p>Fournis les services de clients et les services d'expédition opportuns, sensibles et fiables à 95 000 employés dans 13 000 groupes.</p> <p>Les normes d'envoi pour les dosimètres (10 jours avant de porter) ont été répondues 62 % du temps pendant 2002.</p> <p>Les manques de dosimètre ont affectés la livraison; cependant, des dosimètres ont été expédiés en utilisant le courrier prioritaire pour réduire l'impact aux clients.</p>

Gabarit de rapport pour l'information concernant l'imposition de frais d'utilisation externe

SANTÉ ENVIRONNEMENTALE ET SÉCURITÉ DES CONSOMMATEURS

Nom de l'activité d'imposition de frais	Type de frais	Pouvoir d'établissement des frais (par exemple prévu par une loi, un règlement)	Recettes réelles en 2002-2003 (en milliers de dollars)	Consultation et analyse	Norme de service	Résultats sur le rendement
Service de quarantaine (certificat d'exemption de dératisation)	Autres biens et services (A)	<i>Loi sur le ministère de la Santé</i> , articles 6 à 8.	351 \$	Les consultations auraient lieu si nécessaire. L'analyse sera effectuée si un changement est apportée aux activités pour déterminer les répercussions.	L'inspection des certificats d'exemption de dératisation est négociée au cas par cas, selon l'horaire du capitaine et l'heure d'arrivée du vaisseau. Les certificats sont émis sur-le-champ après une inspection satisfaisante.	732 inspections de dératisation ont été accomplies et des certificats d'exemption de dératisation ont été émis à tous les navires inspectés.

Gabarit de rapport pour l'information concernant l'imposition de frais d'utilisation externe

SANTÉ ENVIRONNEMENTALE ET SÉCURITÉ DES CONSOMMATEURS

Nom de l'activité d'imposition de frais	Type de frais	Pouvoir d'établissement des frais (par exemple prévu par une loi, un règlement)	Recettes réelles en 2002-2003 (en milliers de dollars)	Consultation et analyse	Norme de service	Résultats sur le rendement
Programme d'inspection des navires de croisière	Autres biens et services (A) Programme de conformité volontaire	<i>Loi sur le ministère de la Santé</i> , articles 6 à 8.	453 \$	Le programme volontaire d'inspection de conformité a été développé en consultation avec l'industrie de navires de croisière, et Santé Canada a adopté les directives et les critères administratifs du "CDC/VSP (<i>Centers for Disease Controls and Prevention Vessel Sanitation Program</i>) Operations Manual" pour que l'inspection harmonise le processus avec les États-Unis	Manuel des opérations du programme d'inspection des navires de croisière	L'information est disponible au site Web : http://www.hc-sc.gc.ca/hecs-sesc/pstsp/po_int_inspection.htm

Gabarit de rapport pour l'information concernant l'imposition de frais d'utilisation externe

SANTÉ ENVIRONNEMENTALE ET SÉCURITÉ DES CONSOMMATEURS

Nom de l'activité d'imposition de frais	Type de frais	Pouvoir d'établissement des frais (par exemple prévu par une loi, un règlement)	Recettes réelles en 2002-2003 (en milliers de dollars)	Consultation et analyse	Norme de service	Résultats sur le rendement
Services d'inspection des aliments utilisés par les transporteurs publics	Autres biens et services (A) Programme de conformité volontaire	<i>Loi sur le ministère de la Santé,</i> articles 6 à 8.	172 \$	Les consultations auraient lieu si nécessaire. L'analyse sera effectuée si un changement est apportée aux activités pour déterminer les répercussions.	Points d'inspection	Étant donné la nature volontaire des services et du revenu minimal produit, aucune condition par le ministère n'a été établie pour mesurer et rassembler des données d'exécution.

Gabarit de rapport pour l'information concernant l'imposition de frais d'utilisation externe

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS

Nom de l'activité d'imposition de frais	Type de frais	Pouvoir d'établissement des frais (par exemple prévu par une loi, un règlement)	Recettes réelles en 2002-2003 (en milliers de dollars)	Consultation et analyse	Norme de service	Résultats sur le rendement
Prestation de services hospitaliers	Autres biens et services (A)		5 510 \$	Des consultations auraient lieu et une analyse sera effectuée si des changements sont apportés à l'entente.	Protocole d'entente entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux pour le remboursement de la prestation de services.	Non applicable. Arrangement intergouvernemental de service.
Vente de médicaments aux Premières nations	Autres biens et services (A)	<i>Loi sur le ministère de la Santé, articles 6 à 8</i>	636 \$			

Gabarit de rapport pour l'information concernant l'imposition de frais d'utilisation externe

L'AGENCE DE RÉGLEMENTATION DE LA LUTTE ANTIPARASITAIRE

Nom de l'activité d'imposition de frais	Type de frais	Pouvoir d'établissement des frais (par exemple prévu par une loi, un règlement)	Recettes réelles en 2002-2003 (en milliers de dollars)	Consultation et analyse	Norme de service	Résultats sur le rendement
Prix à payer pour l'inscription des produits antiparasitaires	Service réglementaire (R)	<i>Loi sur le ministère de la Santé</i> , articles 6 à 8	2 917 \$	L'Agence réglementation de la lutte antiparasitaire (ARLA) a lancé une revue de cinq ans.	L'information sur des normes de service peut être trouvée au site Web :	L'information sur les résultats sur le rendement est disponible au site Web :
Frais d'entretien annuels pour l'homologation des produits antiparasitaires	Service réglementaire (R)		4 721 \$	Un comité de coordination a été établi pour fournir rétroaction, recommandations et conseil à l'ARLA pendant cette revue. L'information sur le recouvrement des coûts est disponible au site Web :	http://www.hc-sc.gc.ca/pmra-arla/francais/pdf/pro9601-f.pdf	http://www.hc-sc.gc.ca/pmra-arla/francais/pdf/emac/emac_09012003_b-f.pps
				http://www.hc-sc.gc.ca/pmra-arla/francais/costrecov/costrecov-f.html		

Annexe D

Avis de taxation externe

Description générale de la gestion des conflits à Santé Canada

Chaque programme a établi ou est en train d'établir un mécanisme de résolution des conflits. Ces mécanismes donnent l'occasion de résoudre des conflits et peuvent comprendre des discussions informelles avec des responsables de programme, l'utilisation d'une procédure formelle d'appel, l'appel au Ministre ou au Secrétariat du Conseil du Trésor. Des consultations avec des intervenants clés sont en cours avec certains programmes afin d'améliorer la gestion des conflits.